

**Art. 6.** L'article 22 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. Sur la proposition du directeur général, le Ministre flamand chargé du transport, détermine les droits d'atterrissage et d'embarquement.

Dans la mesure du possible, d'autres facilités sont ouvertes à la concurrence. Les autres tarifs pour l'utilisation de l'infrastructure ainsi que les prix de vente des propres prestations sont fixés annuellement par le directeur général.

Le directeur général perçoit tous les droits et indemnités. »

**Art. 7.** L'article 23 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23. Le directeur général en sa qualité d'ordonnateur est autorisé à faire toutes les dépenses nécessaires à la réalisation des missions de l'aéroport régional. »

**Art. 8.** Dans le chapitre IV du même arrêté, il est inséré un article 25bis, rédigé comme suit :

Article 25bis. Le directeur général peut déléguer aux fonctionnaires du Ministère de la Communauté flamande, les compétences citées à l'article 16, § 2, l'article 22, alinéas deux et trois et à l'article 23.

§ 2. Le directeur général peut déléguer la compétence, visée à l'article 23, à concurrence de maximum 10.000 euros, T.V.A. non comprise. »

**Art. 9.** Le Ministre flamand chargé du Transport, fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 10.** Le Ministre flamand compétent pour le Transport, le Ministre flamand compétent pour les Finances et le Budget et le Ministre flamand compétent pour la Fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 novembre 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,  
S. STEVAERT

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, de l'Innovation, des Médias et de l'Aménagement du Territoire,  
D. VAN MECHELEN

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Culture, de la Jeunesse et de la Fonction publique,  
P. VAN GREMBERGEN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 4485

[C - 2002/29563]

**10 OCTOBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la procédure de contrôle de la pratique du dopage, et fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions du décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française, notamment les articles 11, 12, 14 et 24;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 juin 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juin 2002;

Vu l'avis de la Commission francophone de promotion de la santé dans la pratique du sport, donné le 7 juin 2002;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air, donné le 12 juin 2002;

Vu les avis n° 33.698/4 et 33.699/4 du Conseil d'Etat, donnés le 16 septembre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre ayant la Santé dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 10 octobre 2002,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° décret : le décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française;

2° Ministre : le Ministre ayant la Santé dans ses attributions;

3° administration : la Direction générale de la santé du Ministère de la Communauté française;

4° commission : la commission francophone de promotion de la santé dans la pratique du sport, visée au chapitre V du décret;

5° officier de police judiciaire : l'agent ou le membre du personnel visé à l'article 12, alinéa 4, du décret;

6° échantillon : l'échantillon du ravitaillage, des cheveux, du sang, des urines ou de la salive du sportif.

CHAPITRE II. — *Les organismes de contrôle*

**Art. 2.** Le Ministre est habilité à désigner les agents et membres du personnel assermentés des services du Gouvernement qui ont la qualité d'officier de police judiciaire.

Tout arrêté attribuant la qualité d'officier de police judiciaire est publié par extrait au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Pour obtenir et conserver l'agrément en qualité de médecin assistant l'officier de police judiciaire, le médecin doit :

- 1° être en possession du diplôme de docteur en médecine;
- 2° ne faire ou n'avoir fait l'objet d'aucune suspension disciplinaire de l'Ordre des médecins;
- 3° produire un certificat de bonnes vie et mœurs exempt de condamnation;
- 4° avoir assisté à la formation initiale dont le contenu et les modalités sont fixés par le Ministre;
- 5° faire parvenir au Ministre une déclaration écrite dans laquelle il mentionne ses liens éventuels avec des cercles sportifs, fédérations sportives ou manifestations sportives;
- 6° ne pas contrôler des sportifs avec lesquels il a un lien professionnel;
- 7° respecter la confidentialité sur l'entièreté de la procédure de contrôle.

§ 2. L'agrément est accordé par le Ministre, pour une période de trois ans. Il peut être renouvelé.

§ 3. Le Ministre peut retirer l'agrément visé au § 1<sup>er</sup>, lorsque :

- 1° le médecin ne répond plus aux conditions visées au § 1<sup>er</sup>;
- 2° le médecin n'effectue pas annuellement au minimum trois prestations de contrôle;
- 3° le médecin n'assiste pas à la formation continuée dont le contenu et les modalités sont fixés par le Ministre;
- 4° le médecin manque gravement aux obligations du décret ou du présent arrêté.

§ 4. Le Ministre informe le médecin, par lettre recommandée, de son intention de retirer l'agrément, et des motifs qui fondent sa décision.

Le médecin dispose d'un délai de trente jours, prenant cours le jour suivant l'envoi de la lettre recommandée visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour faire valoir ses arguments. Il peut demander à être entendu par la commission.

A l'expiration de ce délai, si le médecin n'a pas réagi, le Ministre retire l'agrément.

Si la demande d'audition a été faite, conformément à l'alinéa 2, le dossier est soumis pour avis à la commission.

L'intéressé est invité à assister à la réunion qui traitera du retrait de l'agrément, par lettre recommandée envoyée au minimum dix jours avant la réunion.

La commission remet son avis dans un délai de trente jours, prenant cours à la date de réception du dossier de demande d'avis.

Le Ministre notifie sa décision au médecin, par lettre recommandée, dans un délai de trente jours suivant l'avis de la commission.

§ 5. Toute décision d'agrément ou de retrait d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

§ 6. Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre fixe l'indemnité pour les prestations et les frais de transport des médecins agréés.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Pour obtenir et conserver l'agrément en qualité de laboratoire habilité à effectuer l'analyse des échantillons, le laboratoire doit :

- 1° être agréé par le Comité international olympique (C.I.O.);
- 2° ne pas, soit directement, soit indirectement, être concerné par le commerce de médicaments, ni employer du personnel susceptible de compromettre l'indépendance du laboratoire;
- 3° adhérer à la tarification fixée par le Ministre;
- 4° effectuer les analyses dans le délai imparti;
- 5° signaler à l'administration la détection de toute substance ou méthode visée à l'article 1<sup>er</sup>, 7°, du décret, qui ne figurerait pas sur la liste établie par le Gouvernement en application de l'article 10 du décret;
- 6° ne pas révéler à des tiers le résultat des analyses;
- 7° éviter tout conflit d'intérêt lors de l'analyse d'échantillons.

§ 2. L'agrément est accordé par le Ministre, sur avis de la commission, pour une période de cinq ans. Il peut être renouvelé.

§ 3. L'agrément peut être retiré par le Ministre, lorsque le laboratoire ne satisfait plus aux conditions visées au § 1<sup>er</sup>.

Le Ministre informe le laboratoire, par lettre recommandée, de son intention de retirer l'agrément, et des motifs qui fondent sa décision.

Le laboratoire dispose d'un délai de trente jours, prenant cours le jour suivant l'envoi de la lettre recommandée visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour faire valoir ses arguments. Il peut demander à être entendu par la commission.

A l'expiration de ce délai, si le laboratoire n'a pas réagi, le Ministre retire l'agrément.

Si la demande d'audition a été faite, conformément à l'alinéa 3, le dossier est soumis pour avis à la commission.

Le laboratoire est invité par le Président de la commission à assister à la réunion qui traitera du retrait de l'agrément, par lettre recommandée envoyée au minimum 10 jours avant la réunion.

La commission remet son avis dans un délai de trente jours, prenant cours à la date de réception du dossier de demande d'avis.

Le Ministre notifie sa décision au laboratoire, par lettre recommandée, dans un délai de trente jours suivant l'avis de la commission.

§ 4. Pour des analyses particulières non réalisées par un des laboratoires agréés, le Ministre peut agréer temporairement, par la durée de l'analyse particulière, un autre laboratoire agréé par le Comité international olympique.

Dans ce cas, les §§ 2 et 3 du présent article ne s'appliquent pas.

§ 5. Toute décision d'agrément ou de retrait d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

§ 6. En cas de force majeure, le Ministre peut agréer un laboratoire non agréé par le Comité international olympique, pendant le temps nécessaire à la levée de la situation de force majeure.

Dans ce cas, le laboratoire agréé doit répondre aux conditions visées au § 1<sup>er</sup>, 2° à 7°.

§ 7. Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre fixe les tarifs des analyses d'échantillons.

CHAPITRE III. — *Des contrôles antidopage*

**Art. 5.** Chaque fédération sportive tient à la disposition de l'administration les renseignements suivants concernant toutes les manifestations sportives ou les entraînements sportifs :

- 1° la commune, le lieu, la date, l'heure de début, l'intitulé et la discipline de la manifestation sportive ou de l'entraînement sportif;
- 2° les noms, adresse et numéro de téléphone du délégué de la fédération;
- 3° les nom, adresse et numéro de téléphone du délégué du cercle sportif ou, le cas échéant, de l'organisateur;
- 4° la nature de la manifestation sportive ou de l'entraînement sportif, et le nombre présumé de participants.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire responsable désigne, au moyen de la feuille de mission visée au § 2, l'officier de police judiciaire et, si nécessaire, le médecin agréé chargé de l'exécution du contrôle antidopage.

Lorsque l'officier de police judiciaire est porteur du titre de docteur en médecine, il peut exercer également les missions du médecin agréé prévues par le présent arrêté.

§ 2. La feuille de mission, dont le modèle est fixé par le Ministre, contient au moins les renseignements suivants :

- 1° la commune, le lieu, la date, l'heure de début, la durée présumée, l'intitulé et la discipline de la manifestation sportive ou de l'entraînement sportif;
- 2° le cas échéant, les nom, adresse et numéro de téléphone du délégué du cercle sportif ou de l'organisateur;
- 3° le cas échéant, le nom de la fédération sportive ou du cercle sportif concernés et le nom, l'adresse, et le numéro de téléphone de son délégué;
- 4° la nature de la manifestation sportive ou de l'entraînement sportif;
- 5° le type de contrôle à effectuer, en ce compris le nombre souhaité, la nature et le moment des prélèvements d'échantillons;
- 6° le mode de désignation des sportifs qui doivent se présenter au contrôle antidopage;
- 7° le nom de l'officier de police judiciaire et, si nécessaire, du médecin agréé qui l'assiste;
- 8° le laboratoire de contrôle désigné et les analyses demandées.

La feuille de mission est signée par le Directeur général de la santé ou par son délégué.

Elle est établie en trois exemplaires, dont un destiné à l'officier de police judiciaire, un destiné au médecin agréé, et un conservé par l'administration.

§ 3. La feuille de mission est transmise à l'officier de police judiciaire et, si nécessaire, au médecin agréé, au plus tôt 72 heures avant la manifestation sportive ou l'entraînement sportif.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. L'officier de police judiciaire désigné par l'administration au moyen de la feuille de mission organise le contrôle antidopage.

Le contrôle antidopage se fait avant, pendant ou après la manifestation sportive ou l'entraînement sportif, en en respectant le déroulement normal.

§ 2. Le délégué du cercle sportif ou l'organisateur de la manifestation ou de l'entraînement ou le délégué de la fédération désigne une personne pour assister l'officier de police judiciaire, et met à sa disposition un lieu approprié pour les prélèvements d'échantillons, présentant toutes les garanties de confidentialité, d'hygiène et de sécurité du prélèvement.

§ 3. Le sportif à contrôler est personnellement informé du contrôle, à l'aide du formulaire de convocation établi en double exemplaire, dont le modèle est fixé par le Ministre.

Le formulaire mentionne :

- 1° l'heure à laquelle il a été délivré;
- 2° le lieu où le prélèvement d'échantillons aura lieu;
- 3° l'heure à laquelle le sportif doit se présenter au plus tard;
- 4° les éventuelles conséquences que le sportif peut subir s'il ne se présente pas au contrôle dans le délai imparti ou s'il refuse de signer le formulaire;
- 5° que le sportif peut demander que la procédure de contrôle soit opérée en présence d'une personne de son choix; que le sportif mineur doit être accompagné par un de ses représentants légaux ou par une personne autorisée par un de ceux-ci.

Le formulaire est signé par le sportif et, le cas échéant, par le représentant légal du sportif mineur ou par la personne autorisée en vertu de l'alinéa 2, 5°.

Le sportif reçoit un exemplaire du formulaire.

Si le sportif refuse de signer le formulaire ou s'il est absent, ce fait est mentionné au procès-verbal de contrôle.

§ 4. Le sportif se présente pour le prélèvement d'échantillons au lieu désigné à cet effet, au plus tard à l'heure mentionnée.

L'officier de police judiciaire vérifie l'identité du sportif et, le cas échéant, des personnes visées au § 5, alinéa 1<sup>er</sup>.

Le procès verbal de contrôle, dont le modèle est fixé par le Ministre, mentionne l'heure d'arrivée du sportif, ainsi que son identité et celle des personnes visées au § 5, alinéa 1<sup>er</sup>.

Si le sportif ne se présente pas au contrôle dans les délais impartis, la procédure de contrôle lui est, dans la mesure du possible, appliquée hors délai.

§ 5. Le sportif peut demander que la procédure de contrôle soit opérée en présence d'une personne de son choix, en vue de l'assister.

Un sportif mineur doit également être accompagné par un de ses représentants légaux ou par une personne autorisée par un de ceux-ci.

Le déroulement normal du prélèvement ne peut toutefois pas être perturbé.

S'il n'est pas accédé à la demande du sportif, les motifs de ce refus sont consignés au procès-verbal de contrôle.

L'accès au lieu réservé au prélèvement d'échantillons peut être refusé à toute autre personne que celles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à l'exception du médecin délégué pour la surveillance des contrôles antidopage par une fédération sportive internationale, nationale, ou reconnue par la Communauté française.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Avant tout prélèvement d'échantillon visé aux articles 9 à 11, le médecin agréé a un entretien avec la personne contrôlée, portant, notamment, sur les pathologies aiguës ou chroniques et sur tout médicament, dispositif médical ou alimentation particulière en cours d'utilisation, soumis ou non à prescription médicale. Le relevé des médicaments, dispositifs médicaux et alimentation particulière pris par le sportif est consigné dans le procès-verbal de contrôle.

§ 2. Les prises d'échantillons et les constats des contrôles effectués sont consignés dans le procès-verbal de contrôle.

§ 3. L'officier de police judiciaire prend toutes les mesures nécessaires pour éviter la fraude. Il est éventuellement fait mention de ces mesures au procès-verbal de contrôle.

Il est interdit qu'auquonque présent sur les lieux du prélèvement d'enregistrer sur quelque support que ce soit, de filmer ou de photographier pendant la procédure de contrôle.

§ 4. Le procès-verbal de contrôle est signé par l'officier de police judiciaire et, le cas échéant, le médecin agréé, et par la personne contrôlée et, le cas échéant, les personnes visées à l'article 7, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>.

Il est établi en quatre exemplaires, dont un destiné au sportif contrôlé, un au laboratoire, un à l'officier de police judiciaire et un à l'administration.

L'exemplaire destiné au laboratoire ne laisse pas apparaître les mentions permettant d'identifier le sportif.

L'exemplaire destiné à l'administration ne laisse pas apparaître le relevé des médicaments, dispositifs médicaux et alimentation particulière pris par le sportif.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** Le prélèvement d'échantillons d'urines s'opère comme suit :

1° le sportif choisit parmi un lot un récipient collecteur; l'ouvre, vérifie qu'il est vide et propre, et le remplit d'au moins 75 ml d'urines, sous la surveillance visuelle du médecin agréé;

2° si les 75 ml requis sont fournis, le sportif choisit un kit d'analyse parmi un lot de kits scellés, il l'ouvre et vérifie que les flacons sont vides et propres; il verse au moins 45 ml de l'urine dans le flacon A, et au moins 15 ml dans le flacon B; il garde quelques gouttes d'urine (volume résiduel) dans le récipient collecteur; il ferme les deux flacons hermétiquement, et vérifie qu'il n'y a pas de fuites; le flacon A est l'échantillon principal, et le flacon B est l'échantillon de réserve pour la contre-expertise éventuelle;

3° le médecin agréé mesure la densité spécifique et le pH de l'urine laissée dans le récipient collecteur à l'aide de bandes colorimétriques, en respectant le délai de lecture indiqué; le pH ne doit être ni inférieur à 5, ni supérieur à 7, et l'urine doit avoir une densité égale ou supérieure à 1.015; si le prélèvement ne répond pas à ces conditions, le médecin agréé peut réclamer un nouveau prélèvement d'urines; la procédure visée aux points 1° et 2° est suivie pour le nouveau prélèvement; les deux prélèvements seront envoyés au laboratoire, pour analyse comparative; l'officier de police judiciaire indiquera en remarque au premier procès-verbal de contrôle que le prélèvement est à analyser de façon concomitante avec le second prélèvement, dont il indiquera uniquement le numéro de code;

4° l'officier de police judiciaire vérifie que le numéro de code sur les flacons A et B et celui figurant sur leur conteneur d'expédition est identique; il reporte ce numéro de code sur le procès-verbal de contrôle; le sportif vérifie que le numéro de code sur les flacons A et B et sur le conteneur d'expédition est identique à celui reporté au procès-verbal de contrôle;

5° le sportif place les deux flacons A et B dans le conteneur d'expédition et le scelle; l'officier de police judiciaire contrôle que le conteneur est bien scellé;

6° le sportif certifie, en signant le procès-verbal de contrôle, que la procédure s'est déroulée conformément au § 1<sup>er</sup>; toute irrégularité relevée par le sportif ou la personne visée à l'article 7, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, est consignée dans le procès-verbal de contrôle.

§ 2. S'il n'y a pas d'émission d'urine ou si la quantité imposée n'est pas atteinte, le sportif demeure sous la surveillance visuelle de l'officier de police judiciaire, jusqu'à ce que la quantité prescrite soit atteinte, selon la procédure visée au § 3.

Des boissons sous conditionnement sécurisé sont mises à la disposition du sportif sous sa responsabilité.

§ 3. Si le sportif fournit une quantité d'urine inférieure à 75 ml, la procédure de prélèvement partiel est utilisée :

1° le sportif choisit parmi un lot un kit de prélèvement partiel, vérifie qu'il est vide et propre, et verse dans le flacon l'urine contenue dans le récipient collecteur, sous la surveillance visuelle de l'officier de police judiciaire ou du médecin agréé; le sportif referme le flacon et vérifie qu'il n'y a pas de fuites;

2° le sportif vérifie que les numéros de code du flacon et du kit de prélèvement partiel sont identiques;

3° la quantité d'urine prélevée partiellement est inscrite et le numéro de code est reporté sur le procès-verbal de contrôle, signé par le sportif pour confirmation de l'exactitude des données;

4° le sportif place le flacon dans le conteneur de prélèvement partiel, et le ferme complètement; l'officier de police judiciaire vérifie que le conteneur est bien scellé;

5° l'officier de police judiciaire ou le médecin agréé conserve le conteneur de prélèvement partiel jusqu'à ce que le sportif puisse de nouveau uriner; sous le contrôle de l'officier de police judiciaire ou du médecin agréé, le sportif vérifie que le conteneur est intact et que le numéro de code correspond au numéro reporté au procès-verbal de contrôle; sous la surveillance visuelle du médecin agréé, il urine dans un nouveau récipient collecteur, choisi parmi un lot; il ouvre ensuite le conteneur de prélèvement partiel et en verse le contenu dans le récipient collecteur;

6° si la quantité d'urine mélangée ainsi obtenue est encore inférieure à 75 ml, le sportif choisit un autre conteneur de prélèvement partiel parmi un lot, et suit à nouveau la procédure décrite aux points 1° à 5° du présent paragraphe; si la quantité d'urine mélangée atteint au moins 75 ml, le prélèvement est traité conformément à la procédure décrite aux points 2° à 6° du § 1<sup>er</sup>.

**Art. 10.** Le prélèvement d'échantillons sanguins, de cheveux ou de salive s'opère comme suit :

1° le sportif choisit, parmi un lot, un kit de prélèvement sanguin, ou un kit de prélèvement de cheveux ou de salive;

2° dans le cas de prélèvement sanguin, le médecin agréé effectue la prise de sang, et prélève un maximum de 30 ml, réparti dans le nombre d'éprouvettes précisées dans la feuille de mission; dans le cas de prélèvement de cheveux ou de salive, le médecin agréé recueille ces éléments dans deux récipients différents, à raison d'une moitié de volume pour la première analyse, et d'une moitié pour la contre-expertise;

3° l'officier de police judiciaire vérifie que le numéro de code sur les éprouvettes ou les récipients et sur les conteneurs d'expédition est identique; il reporte le numéro de code sur le procès-verbal de contrôle; le sportif vérifie que le numéro de code sur les éprouvettes ou les récipients et sur les conteneurs d'expédition est identique à celui reporté au procès-verbal de contrôle;

4° le sportif place les éprouvettes ou les récipients dans le conteneur d'expédition et le scelle; l'officier de police judiciaire contrôle que le conteneur est bien scellé;

5° le sportif certifie, en signant le procès-verbal de contrôle, que la procédure s'est déroulée conformément au présent article; toute irrégularité relevée par le sportif ou la personne visée à l'article 7, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, est consignée dans le procès-verbal de contrôle.

**Art. 11.** Les substances interdites ou suspectes et les objets utilisés pour appliquer des méthodes interdites ou suspectes sont saisis par l'officier de police judiciaire, et tenus par celui-ci pendant cinq ans à disposition des autorités judiciaires.

Il est fait mention de cette saisie au procès-verbal de contrôle.

Si un échantillon de ravitaillement du sportif est saisi, la procédure d'emballage visée aux articles 9 et 10 lui est appliquée.

**Art. 12.** Seuls peuvent être utilisés, pour le prélèvement des échantillons prévus aux articles 9, 10 et 11, les récipients collecteurs, flacons, éprouvettes, récipients et conteneurs d'expédition fournis par la Communauté française, dont le descriptif est fixé par le Ministre.

Le matériel de prélèvement doit être fourni en quantité suffisante que pour permettre un choix par le sportif contrôlé.

**Art. 13. § 1<sup>er</sup>.** L'administration est tenue de remettre les échantillons scellés, contre récépissé, à l'un des laboratoires agréés à cet effet, dans un délai de 72 heures après le prélèvement.

L'administration prend les mesures de conservation nécessaires.

Le directeur responsable du laboratoire fait procéder sans délai à l'examen de l'échantillon A et prend immédiatement les mesures nécessaires à la conservation de l'échantillon B.

§ 2. Le laboratoire agréé transmet le rapport d'analyse à l'administration, en trois exemplaires, dans les quinze jours à dater de la réception de l'échantillon.

Le rapport comporte :

- 1°. la date et l'heure de réception de l'échantillon, et l'état dans lequel il a été présenté;
- 2°. le numéro de code de l'échantillon, la mention de la nature de l'échantillon indiquée sur l'emballage, la description de l'aspect extérieur de cet emballage et des scellés qui y ont été apposés ainsi que de leur état;
- 3°. les constatations afférentes à la nature, au poids, au volume et à l'état de l'échantillon A examiné;
- 4°. les résultats de l'analyse et les conclusions;
- 5°. la quantité, l'endroit et les conditions de conservation de l'échantillon B.

§ 3. Les copies des rapports visés au § 2 sont conservées par le laboratoire pendant une période de six ans.

§ 4. Le laboratoire conserve les échantillons pendant un an à dater de leur réception, à moins qu'une plus longue conservation ne soit imposée par les autorités judiciaires.

**Art. 14. § 1<sup>er</sup>.** Si le résultat de l'analyse est négatif, le sportif contrôlé et sa fédération sportive, sont informés, dans les 15 jours qui suivent la réception par l'administration du rapport d'analyses.

§ 2. Si le résultat de l'analyse est positif, l'administration informe par recommandé le sportif contrôlé et sa fédération sportive, dans les cinq jours qui suivent la réception du rapport d'analyse.

Le sportif contrôlé est informé qu'il lui est loisible de faire analyser le second échantillon dans un laboratoire de son choix agréé CIO, à ses frais si le résultat est confirmé, et d'être auditionné par l'officier de police judiciaire et le médecin agréé, à condition d'en aviser l'administration, par lettre recommandée à la poste, dans les dix jours qui suivent la réception du recommandé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Une liste des laboratoires agréés est jointe à l'envoi recommandé.

§ 3. Au cas où une contre-expertise est demandée, conformément au § 2, l'administration charge, dans les 48h de la réception de la demande, le laboratoire où a eu lieu l'analyse de l'échantillon A, de transmettre dans les 48 heures l'échantillon B, contre récépissé, au laboratoire choisi par la personne contrôlée.

Le sportif peut demander à être présent ou représenté lors de l'analyse de l'échantillon B.

§ 4. Le laboratoire choisi pour la contre-expertise fait procéder, sans délai, à l'analyse de l'échantillon reçu.

Après analyse, il rédige un rapport, conformément à l'article 13, § 2. Ce rapport est conservé par le laboratoire pendant une période de 6 ans.

Ce rapport est transmis à l'administration, dans les quinze jours qui suivent la réception de l'échantillon.

§ 5. Le sportif contrôlé et sa fédération sportive, sont informés du résultat de la contre-expertise, dans les quinze jours qui suivent la réception du rapport d'analyses par l'administration.

#### CHAPITRE IV. — *Des substances et moyens interdits*

**Art. 15.** La liste des substances et méthodes défendues visée à l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret est reprise en annexe.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 16.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 octobre 1989, établissant la liste des substances et moyens visés par la loi du 2 avril 1965 interdisant la pratique du doping à l'occasion des compétitions sportives, est abrogé.

**Art. 17.** Les médecins qui sollicitent leur agrément en 2002 ou en 2003 ne doivent pas satisfaire à la condition visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4°. Ils s'engagent à assister à la formation visée à cet article au cours de l'année 2003.

**Art. 18.** Le décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française, à l'exception des chapitres Ier et V, et des articles 22, 7° et 23, entre en vigueur le même jour que le présent arrêté.

**Art. 19.** Le Ministre ayant la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 octobre 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française,  
La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

Annexe à l'arrêté du 10 octobre 2002 relatif à la procédure de contrôle de la pratique du dopage, et fixant l'entrée en vigueur du décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française

Liste des substances et méthodes défendues

I. CLASSES DE SUBSTANCES INTERDITES

A. Stimulants

Les substances interdites appartenant à la classe (A) comprennent les exemples suivants :

amineptine, amiphenazole, amphétamines, bromantan, caféine\*, carphédon, cocaïne, éphédrines\*\*, formotérol\*\*\*, fencamfamine, mésocarbe, pentétrazol, pipradol, salbutamol\*\*\*, salmétérol\*\*\*, terbutaline\*\*\*,  
... et substances apparentées.

NOTES :

— Pour la caféine, une concentration dans l'urine supérieure à 12 microgrammes par millilitre sera considérée comme un résultat positif.

— Pour la cathine, une concentration dans l'urine supérieure à 5 microgrammes par millilitre sera considérée comme un résultat positif. Pour l'éphédrine et la méthyléphédrine, une concentration dans l'urine supérieure à 10 microgrammes par millilitre sera considérée comme un résultat positif. Pour la phénylpropanolamine et la pseudoéphédrine, une concentration dans l'urine supérieure à 25 microgrammes par millilitre sera considérée comme un résultat positif.

— L'usage d'un beta 2 agoniste peut être autorisé pour le sportif souffrant d'asthme et/ou d'asthme induit à l'effort, à condition que cette autorisation soit préalable, et délivrée par l'autorité médicale compétente, en application du règlement de la fédération sportive ou la fédération sportive internationale.

— Toutes les préparations d'imidazole sont acceptables en application locale. Des vasoconstricteurs pourront être administrés avec des agents anesthésiques locaux. Les préparations à usage local (par exemple par voie nasale, ophtalmologique, rectale) d'adrénaline et de phényléphrine sont autorisées.

B. Narcotiques

Les substances interdites appartenant à la classe (B) comprennent les exemples suivants :

buprénorphine, dextromoramide, diamorphine (héroïne), méthadone, morphine, pentazocine, péthidine,  
... et substances apparentées.

NOTE :

— La codéine, le dextrométhorphan, le dextropropoxyphène, la dihydrocodéine, le diphénoxylate, l'éthylmorphine, la pholcodine, le propoxyphène et le tramadol sont autorisés.

C. Agents anabolisants

Les substances interdites appartenant à la classe (C) comprennent les exemples suivants :

1. Stéroïdes anabolisants androgènes

a/ clostébol, fluoxymestérone, métandiénone, méténolone, nandrolone, 19-norandrosténédiod, 19-norandrostènedione, oxandrolone, stanozolol,  
... et substances apparentées.

b/ androstènediol, androstènedione, déhydroépiandrosterone (DHEA), dihydrotestostérone, testostérone\*,  
... et substances apparentées.

NOTES :

— Les preuves obtenues à partir des profils métaboliques et/ou de l'étude des rapports isotopiques pourront être utilisées afin de tirer des conclusions définitives.

— La présence d'un rapport de testostérone (T)-épitestostérone (E) supérieur à six (6) dans l'urine d'un sportif constitue une infraction à moins qu'il ne soit établi que ce rapport est dû à une condition physiologique ou pathologique, p.ex. faible excrétion d'épitestostérone, production androgène d'une tumeur ou déficiences enzymatiques.

— Dans le cas d'un rapport T/E supérieur à 6, la fédération sportive ou la fédération sportive internationale peut, en application de son règlement, faire effectuer un examen sous la direction de son autorité médicale compétente avant que l'échantillon ne soit déclaré positif. Un rapport complet sera rédigé; il comprendra éventuellement une étude des tests précédents et ultérieurs ainsi que les résultats des tests endocriniens. Si les tests précédents ne sont pas disponibles, le sportif devra subir un contrôle sans annonce préalable au moins une fois par mois durant trois mois. Les résultats de ces examens devront être inclus dans le rapport. A défaut de collaboration de la part du sportif, il en résultera une déclaration d'échantillon positif.

2. Bêta-2 agonistes

bambutérol, clenbutérol, fénotérol, formotérol\*, reprotérol, salbutamol\*, salmeterol\*, terbutaline\*,  
... et substances apparentées.

NOTES :

— Substances autorisées par inhalation comme indiqué au point I.A.

— Pour le salbutamol, dans la catégorie des agents anabolisants, une concentration dans l'urine supérieure à 1 000 nanogrammes par millilitre sera considérée comme un résultat positif.

D. Diurétiques

Les substances interdites appartenant à la classe (D) comprennent les exemples suivants :

acétazolamide, acide étacrynique, bumétanide, chlortalidone, furosémide, hydrochlorothiazide, mannitol\*, mersalyl, spironolactone, triamterène,  
... et substances apparentées.

NOTE :

— Substance interdite si injectée par voie intraveineuse.

**E. Hormones peptidiques, substances mimétiques et analogues**

Les substances interdites appartenant à la classe (E) comprennent les substances suivantes et leurs analogues ainsi que les substances mimétiques :

1. Gonadotrophine chorionique (hCG) chez les hommes uniquement.
2. Gonadotrophines hypophysaires et synthétiques chez les hommes uniquement.
3. Corticotrophines (ACTH, tétracosactide).
4. Hormone de croissance (hGH).
5. Facteur de croissance analogue à l'insuline (IGF-1) et tous leurs facteurs de libération respectifs ainsi que leurs analogues.
6. Erythropoïétine (EPO).
7. Insuline.

**NOTES :**

— L'insuline peut être autorisée uniquement pour traiter les sportifs souffrant de diabète insulino-dépendants, à condition que cette autorisation soit préalable, et délivrée par l'autorité médicale compétente, selon le règlement de la fédération sportive ou la fédération sportive internationale.

— La présence dans l'urine d'un sportif d'une concentration anormale d'une hormone endogène appartenant à la classe (E) ou de son(s) marqueur(s) diagnostique(s) constitue une infraction à moins qu'il ne soit prouvé qu'elle est due à une condition physiologique ou pathologique.

**II. METHODES INTERDITES**

Les méthodes suivantes sont interdites :

1. Dopage sanguin : c'est l'administration de sang, de globules rouges et/ou de produits apparentés. Ce procédé peut être précédé d'une prise de sang sur le sportif qui continue son entraînement dans un état d'insuffisance sanguine.
2. Administration de transporteurs artificiels d'oxygène ou de succédanés du plasma sanguin.
3. Manipulation pharmacologique, chimique et physique.

**III. CLASSES DE SUBSTANCES SOUMISES A CERTAINES RESTRICTIONS****A. Alcool**

Lorsque le règlement d'une autorité sportive compétente (fédération sportive ou fédération internationale) le prévoit, des tests seront effectués pour l'éthanol.

**B. Cannabinoïdes**

Lorsque le règlement d'une fédération sportive nationale ou internationale compétente le prévoit, des tests seront effectués pour les cannabinoïdes (tels que la marijuana et le haschich).

**C. Anesthésiques locaux**

Les anesthésiques locaux injectables sont autorisés aux conditions suivantes :

- a) la bupivacaïne, la lidocaïne, la mépivacaïne, la procaïne et les substances apparentées peuvent être utilisées mais pas la cocaïne; des agents vasoconstricteurs pourront être utilisés en conjonction avec des anesthésiques locaux;
- b) seules des injections locales ou intra-articulaires pourront être pratiquées;
- c) uniquement lorsque l'administration est médicalement justifiée.

Lorsque le règlement d'une autorité sportive compétente le prévoit, il pourra s'avérer nécessaire de notifier l'administration des anesthésiques locaux.

**D. Glucocorticostéroïdes**

L'utilisation systémique des glucocorticostéroïdes est interdite lorsque ces derniers sont administrés par voie orale ou rectale ou par injection intraveineuse ou intramusculaire.

Dans le cas d'une nécessité médicale, les injections locales et intra-articulaires de glucocorticostéroïdes sont autorisées. Lorsque le règlement d'une autorité sportive compétente le prévoit, il pourra s'avérer nécessaire de notifier l'administration des glucocorticostéroïdes.

**E. Bêta-bloquants**

Les substances interdites appartenant à la classe (E) comprennent les exemples suivants :

acébutolol, alprénolol, aténolol, labétalol, métoprolol, nadolol, oxprénolol, propranolol, sotalol,

... et substances apparentées.

Lorsque le règlement d'une autorité sportive compétente le prévoit, des tests seront effectués pour les bêta-bloquants.

**RESUME DES CONCENTRATIONS DANS L'URINE DE SUBSTANCES PRECISES QUI DOIVENT ETRE COMMUNIQUEES PAR LES LABORATOIRES**

Caféine > 12 microgrammes / millilitre

Carboxy-THC > 15 nanogrammes/millilitre

Cathine > 5 microgrammes / millilitre

Ephédrine > 10 microgrammes / millilitre

Epitestostérone > 200 nanogrammes / millilitre

Méthyléphédrine > 10 microgrammes / millilitre

Morphine > 1 microgramme / millilitre

19-norandrostérone > 2 nanogrammes/millilitre chez les hommes

19-norandrostérone > 5 nanogrammes/millilitre chez les femmes

Phénylpropanolamine > 25 microgrammes / millilitre

Pseudoéphédrine > 25 microgrammes / millilitre

Salbutamol

(comme stimulant) > 100 nanogrammes/millilitre

(comme agent anabolisant) > 1000 nanogrammes/millilitre

Rapport T/E > 6

## LISTE D'EXEMPLES DE SUBSTANCES INTERDITES

ATTENTION : Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive des substances interdites. De nombreuses substances qui ne sont pas répertoriées dans cette liste sont considérées comme interdites sous l'appellation "substances apparentées".

Les sportifs doivent s'assurer que tout médicament, supplément, préparation en vente libre ou toute autre substance qu'ils utilisent ne contient aucune substance interdite.

## STIMULANTS :

amineptine, amfépramone, amiphénazole, amphétamine, bambutérol, bromantan, bupropion, caféine, carphédon, cathine, cocaïne, cropropamide, crotétamide, éphédrine, étamivan, étilamphétamine, étiléfrine, fencamfamine, fénétylline, fenfluramine, formotérol, heptaminol, méfénorex, méphentermine, mésocarbe, méthamphétamine, méthoxyphénamine, méthylènedioxyamphétamine, méthyléphédrine, méthylphénidate, nicéthamide, norfenfluramine, parahydroxyamphétamine, pémoline, pentétrazol, phendimétrazine, phentermine, phényléphrine, phénylpropanolamine, pholédrine, pipradol, prolintane, propylhexédrine, pseudoéphédrine, reprotérol, salbutamol, salmétérol, sélégiline, strychnine, terbutaline.

## NARCOTIQUES :

buprénorphine, dextromoramide, diamorphine (héroïne), hydrocodone, méthadone, morphine, pentazocine, péthidine.

## AGENTS ANABOLISANTS :

androstènediol, androstènedione, bambutérol, boldénone, clenbutérol, clostébol, danazol, déhydrochlorméthyltestostérone, déhydroépiandrostérone (DHEA), dihydrotestostérone, drostanolone, fénotérol, fluoxymestérone, formébolone, formotérol, gestrinone, mestérolone, métandiène, méténolone, méthandriol, méthyltestostérone, mibolérone, nandrolone, 19-norandrostènediol, 19-norandrostènedione, noréthandrolone, oxandrolone, oxymestérone, oxymétholone, reprotérol, salbutamol, salmétérol, stanozolol, terbutaline, testostérone, trenbolone.

## DIURETIQUES :

acétazolamide, acide étacrynique, bendrofluméthiazide, bumétanide, canrénone, chlortalidone, furosémide, hydrochlorothiazide, indapamide, mannitol (par injection intraveineuse), mersalyl, spironolactone, triamtère.

## AGENTS MASQUANTS :

bromantan, diurétiques (cf. ci-dessus), épitestostérone, probénécide.

## HORMONES PEPTIDIQUES, SUBSTANCES MIMÉTIQUES ET ANALOGUES :

ACTH, érythropoïétine (EPO), hCG\*, hGH, insuline, LH\*, clomiphène\*, cyclofénil\*, tamoxifène\*, inhibiteurs de l'aromatase\*.

\* Substances interdites chez les hommes uniquement.

## BETA-BLOQUANTS :

acébutolol, alprénolol, aténolol, bétaxolol, bisoprolol, bunolol, cartéolol, céliprolol, esmolol, labétalol, lévobunolol, métipranolol, métoprolol, nadolol, oxprénolol, pindolol, propranolol, sotalol, timolol.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 10 octobre 2002,

Pour le Gouvernement de la Communauté française,  
La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 4485

[C - 2002/29563]

**10 OKTOBER 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de controleprocedure voor de dopingpraktijk en tot vaststelling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie van doping in de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie van doping in de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 11, 12, 14 en 24;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 juni 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juni 2002;

Gelet op het advies van de Franstalige Commissie voor de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, gegeven op 12 juni 2002;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens van de Franse Gemeenschap, gegeven op 12 juni 2002;

Gelet op de adviezen nrs 33.698/4 en 33.699/4 van de Raad van State, gegeven op 16 september 2002, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 oktober 2002;

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie van doping in de Franse Gemeenschap;

2° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort;

3° bestuur : Algemene Directie Gezondheid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

4° commissie : de Franstalige commissie voor gezondheids promotie bij de sportbeoefening, bedoeld in hoofdstuk V van het decreet;

5° officier van de gerechtelijke politie : de beëdigde ambtenaar of het beëdigd personeelslid bedoeld in artikel 12, lid 4 van het decreet;

6° monster : het monster van de bevoorrading, het haar, het bloed, de urine of het speeksel van de sportbeoefenaar.

#### HOOFDSTUK II. — *De controleorganen*

**Art. 2.** De Minister wordt ertoe gemachtigd de beëdigde ambtenaren en personeelsleden van de diensten van de Regering die de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie hebben aan te stellen.

Elk besluit tot toekenning van de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 3.** § 1. Om de erkenning als arts die de officier van de gerechtelijke politie bijstaat, te bekomen en te behouden, moet de arts :

1° houder zijn van het diploma van doctor in de geneeskunde;

2° geen disciplinaire schorsing door de Orde der Geneesheren ondergaan of hebben ondergaan;

3° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag vrij van veroordeling overleggen;

4° de oorspronkelijke opleiding hebben genoten waarvan de inhoud en de nadere regels door de Minister worden bepaald;

5° de Minister een schriftelijke verklaring doen geworden waarin hij zijn eventuele banden met sportverenigingen, sportfederaties of sportmanifestaties vermeldt;

6° geen sportbeoefenaar controleren met wie hij beroepshalve verbonden is;

7° de voorschriften inzake vertrouwelijkheid over de gehele controleprocedure naleven.

§ 2. De erkenning wordt door de Minister voor een periode van drie jaar toegekend. Ze kan worden vernieuwd.

§ 3. De Minister kan de in § 1 bedoelde erkenning intrekken, wanneer :

1° de arts niet meer aan de in § 1 bedoelde voorwaarden voldoet;

2° de arts niet jaarlijks ten minste drie controleprestaties verricht;

3° de arts geen voortgezette opleiding geniet waarvan de inhoud en de nadere regels door de Minister worden bepaald;

4° de arts de verplichtingen van het decreet of dit besluit in ernstige mate overtreedt.

§ 4. De Minister deelt aan de arts, bij aangetekend schrijven, zijn bedoeling mee om de erkenning in te trekken, alsook de redenen daartoe.

De arts beschikt over een termijn van dertig dagen, met ingang van de dag volgend op de verzending van het aangetekend schrijven bedoeld in lid 1, om zijn argumenten te doen gelden. Hij kan vragen om door de commissie te worden gehoord.

Wanneer, bij het verstrijken van die termijn, de arts niet heeft gereageerd, trekt de Minister de erkenning in.

Indien de aanvraag om gehoord te worden, overeenkomstig lid 2, werd ingediend, dan wordt het dossier aan de commissie om advies voorgelegd.

De betrokkene wordt uitgenodigd om de vergadering bij te wonen die moet beslissen over de intrekking van de erkenning, bij een aangetekend schrijven dat ten minste 10 dagen vóór de vergadering wordt verzonden.

De commissie brengt haar advies binnen een termijn van dertig dagen uit, met ingang van de datum van ontvangst van de aanvraag om advies.

De Minister geeft aan de arts kennis van zijn beslissing, door middel van een aangetekend schrijven, binnen een termijn van dertig dagen volgend op het advies van de commissie.

§ 5. Elke beslissing tot erkenning of intrekking van de erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 6. Binnen de perken van de begrotingskredieten, stelt de Minister de vergoeding voor de prestaties en reiskosten van de erkende artsen vast.

**Art. 4. § 1.** Om de erkenning te bekomen en te bewaren als laboratorium dat gemachtigd is de monsters te analyseren, moet het laboratorium :

- 1° erkend worden door het Internationaal Olympisch Comité (I.O.C.);
- 2° noch rechtstreeks noch onrechtstreeks betrokken zijn bij de handel in geneesmiddelen, en geen personeel tewerkstellen dat de onafhankelijkheid van het laboratorium in het gedrang zou kunnen brengen;
- 3° de door de Minister vastgestelde tarieven in acht nemen;
- 4° de analyses binnen de gestelde termijn uitvoeren;
- 5° het bestuur op de hoogte brengen van elke substantie of methode bedoeld in artikel 1, 7°, van het decreet, die niet zou voorkomen op de lijst bepaald door de Regering met toepassing van artikel 10 van het decreet;
- 6° geen derde op de hoogte brengen van het resultaat van de analyses;
- 7° elk belangenconflict bij de analyse van monsters vermijden.

§ 2. De erkenning wordt door de Minister, op advies van de commissie, voor een periode van vijf jaar worden toegekend. Ze kan worden vernieuwd.

§ 3. De erkenning kan door de Minister worden ingetrokken, wanneer het laboratorium niet meer aan de in § 1 bedoelde voorwaarden voldoet.

De Minister brengt het laboratorium, bij aangetekend schrijven, op de hoogte van zijn bedoeling om de erkenning in te trekken, en vermeldt de redenen voor zijn beslissing.

Het laboratorium beschikt over een termijn van dertig dagen, met ingang van de dag volgend op de verzending van het in lid 1 bedoelde aangetekend schrijven, om zijn argumenten te doen gelden. Het kan vragen om door de commissie te worden gehoord.

Indien het laboratorium, bij het verstrijken van die termijn, niet heeft gereageerd, trekt de Minister de erkenning in.

Indien de aanvraag om te worden gehoord, overeenkomstig lid 3, wordt ingediend, wordt het dossier om advies aan de commissie voorgelegd.

Het laboratorium wordt door de voorzitter van de commissie uitgenodigd om de vergadering bij te wonen die moet beslissen over de intrekking van de erkenning, bij een aangetekend schrijven dat ten minste 10 dagen voor de vergadering moet worden verzonden.

De commissie brengt haar advies uit binnen een termijn van dertig dagen, met ingang van de datum van ontvangst van de aanvraag om advies.

De Minister geeft kennis van zijn beslissing aan het laboratorium, bij aangetekend schrijven, binnen een termijn van dertig dagen na het advies van de commissie.

§ 4. Voor bijzondere analyses die niet door een erkend laboratorium worden uitgevoerd, kan de Minister tijdelijk, voor de duur van de bijzondere analyse, een ander door het Internationaal Olympisch Comité erkend laboratorium erkennen.

In dat geval zijn de §§ 2 en 3 van dit artikel niet van toepassing.

§ 5. Elke beslissing tot erkenning of intrekking van de erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 6. Door overmacht, kan de Minister een laboratorium dat niet door het Internationaal Olympisch Comité erkend is, erkennen zolang dit vereist is om de toestand van overmacht te doen verdwijnen.

In dit geval moet het erkend laboratorium voldoen aan de voorwaarden bedoeld in de § 1, 2° tot 7°.

§ 7. Binnen de perken van de begrotingskredieten, stelt de Minister de tarieven voor de analyse van monsters vast.

### HOOFDSTUK III. — *De dopingcontroles*

**Art. 5.** Elke sportfederatie stelt de volgende inlichtingen over alle sportmanifestaties of trainingen ter beschikking van het bestuur :

- 1° de gemeente, de plaats, de datum, het uur van het begin, de benaming en de tak van de sportmanifestatie of training;
- 2° de naam, het adres en het telefoonnummer van de afgevaardigde van de federatie;
- 3° de naam, het adres en het telefoonnummer van de afgevaardigde van de sportvereniging of, in voorkomend geval, van de organisator;
- 4° de aard van de sportmanifestatie of de training, en het vermoedelijke aantal deelnemers.

**Art. 6. § 1.** De verantwoordelijke ambtenaar stelt, door middel van het opdrachtenblad bedoeld in § 2, de officier van de gerechtelijke politie aan, en, zo nodig, de erkende arts die belast is met de uitvoering van de dopingcontrole.

Wanneer de officier van de gerechtelijke politie houder is van het bekwaamheidsbewijs van doctor in de geneeskunde, kan hij eveneens de opdrachten van de erkende arts bedoeld in dit besluit uitoefenen.

§ 2. Het opdrachtenblad, waarvan het model door de Minister vastgesteld wordt, bevat ten minste de volgende inlichtingen :

- 1° de gemeente, de plaats, de datum, het uur van het begin, de vermoedelijke duur, de benaming en de tak van de sportmanifestatie of de training;
- 2° in voorkomend geval, de naam, het adres en het telefoonnummer van de afgevaardigde van de sportvereniging of van de organisator;
- 3° in voorkomend geval, de naam van de betrokken sportfederatie of sportvereniging en de naam, het adres en het telefoonnummer van zijn afgevaardigde;

4° de aard van de sportmanifestatie of van de training;

5° het type van de uit te voeren controle, met inbegrip van het gewenste aantal, de aard en het ogenblik van de monsternemingen;

6° de manier van aanwijzing van de sportbeoefenaars die zich bij de dopingcontrole moeten melden;

7° de naam van de officier van de gerechtelijke politie en, in voorkomend geval, van de erkende arts die heem bijstaat;

8° het aangewezen controlelaboratorium en de gevraagde analyses.

Het opdrachtenblad wordt door de Directeur-generaal voor gezondheid of door diens afgevaardigde ondertekend.

Het wordt opgemaakt in drie exemplaren, waarvan één bestemd is voor de officier van de gerechtelijke politie, één bestemd voor de erkende arts, en één bewaard door het bestuur.

§ 3. Het opdrachtenblad wordt overgezonden naar de officier van de gerechtelijke politie en, zo nodig, naar de erkende arts, ten vroegste 72 uur voor de sportmanifestatie of de training.

**Art. 7.** § 1. De officier van de gerechtelijke politie die door het bestuur door middel van het opdrachtenblad wordt aangesteld, organiseert de dopingcontrole.

De dopingcontrole wordt uitgevoerd voor, gedurende of na de sportmanifestatie of de training, zonder dat het normale verloop ervan daardoor zou worden gehinderd.

§ 2. De afgevaardigde van de sportvereniging of de organisator van de manifestatie of de training of de afgevaardigde van de federatie stelt een persoon aan om de officier van de gerechtelijke politie bij te staan, en stelt een gepaste plaats ter beschikking van hem voor de monsternemingen, waarbij alle waarborgen inzake vertrouwelijkheid, hygiëne en veiligheid van de monsterneming in acht moeten worden genomen.

§ 3. De te controleren sportbeoefenaar wordt persoonlijk op de hoogte gebracht van de controle, door middel van het oproepingsformulier dat in tweevoud wordt opgemaakt en waarvan het model door de Minister wordt vastgesteld.

Het formulier vermeldt :

1° het uur waarop het werd uitgereikt;

2° de plaats waar de monsterneming zal plaatsvinden;

3° het uur waarop de sportbeoefenaar zich uiterlijk moet melden;

4° de mogelijke gevolgen voor de sportbeoefenaar die zich niet binnen de gestelde termijn voor de controle meldt of die weigert het formulier te ondertekenen;

5° dat de sportbeoefenaar kan vragen dat de controleprocedure zou plaatsvinden in aanwezigheid van een persoon van zijn keuze; dat de minderjarige sportbeoefenaar moet worden begeleid door één van zijn wettelijke vertegenwoordigers of door een persoon die door een van die wordt gemachtigd.

Het formulier wordt door de sportbeoefenaar ondertekend en, in voorkomend geval, door de wettelijke vertegenwoordiger van de minderjarige sportbeoefenaar of door de krachtens lid 2, 5° gemachtigde persoon.

De sportbeoefenaar ontvangt een exemplaar van het formulier.

Indien de sportbeoefenaar weigert het formulier te ondertekenen, of als hij afwezig is, dan wordt dit feit vermeld in het proces-verbaal van controle.

§ 4. De sportbeoefenaar meldt zich voor de monsterneming op de daartoe bepaalde plaats aan, uiterlijk op het vermelde uur.

De officier van de gerechtelijke politie vergewist zich van de identiteit van de sportbeoefenaar en, in voorkomend geval, van de in § 5, lid 1, bedoelde personen.

Het proces-verbaal van controle, waarvan het model door de Minister wordt vastgesteld, vermeldt het uur van de aankomst van de sportbeoefenaar, alsook zijn identiteit en die van de in § 5, lid 1 bedoelde personen.

Indien de sportbeoefenaar zich niet binnen de gestelde termijn voor de controle meldt, dan wordt de controleprocedure op hem, voorzover dit mogelijk is, buiten de termijn toegepast.

§ 5. De sportbeoefenaar kan vragen dat de controleprocedure wordt uitgevoerd in aanwezigheid van een persoon van zijn keuze, om zich door deze te laten bijstaan.

Een minderjarige sportbeoefenaar moet ook worden vergezeld van één van zijn wettelijke vertegenwoordigers of een persoon die door deze wordt gemachtigd.

Het normale verloop van de monsterneming kan echter niet worden gestoord.

Indien de aanvraag van de sportbeoefenaar niet wordt ingewilligd, worden de redenen voor die weigering in het proces-verbaal van controle opgenomen.

De toegang tot de plaats bestemd voor de monsternemingen kan worden ontzegd aan iedere andere persoon dan de personen bedoeld in lid 1, met uitzondering van de arts die voor het toezicht op de dopingcontroles aangesteld wordt door een internationale, nationale sportfederatie of door een sportfederatie die door de Franse Gemeenschap erkend is.

**Art. 8.** § 1. Vóór elke monsterneming bedoeld in de artikelen 9 tot 11, heeft de erkende arts een gesprek met de gecontroleerde persoon, dat onder meer betrekking heeft op de acute of chronische ziekten en op elk geneesmiddel, elke medisch methode of elke bijzondere voeding die worden gebruikt en die al dan niet aan een medisch attest zijn onderworpen. De lijst van de geneesmiddelen, medische methoden en bijzondere voeding die door de sportbeoefenaar worden gebruikt, wordt in het proces-verbaal van controle opgenomen.

§ 2. De monsternemingen en de vaststellingen van de uitgevoerde controles worden in het proces-verbaal van controle opgenomen.

§ 3. De officier van de gerechtelijke procedure neemt alle maatregelen die noodzakelijk zijn om fraude te voorkomen. Van die maatregelen wordt eventueel melding gemaakt in het proces-verbaal van controle.

Het is verboden aan eenieder die op de plaats van de monsterneming aanwezig is, op welke drager dan ook, films te draaien of foto's te nemen gedurende de controleprocedure.

§ 4. Het proces-verbaal van controle wordt ondertekend door de erkende officier van de gerechtelijke politie, en, in voorkomend geval, door de erkende arts, en door de gecontroleerde persoon, en, in voorkomend geval, de personen bedoeld in artikel 7, § 5, lid 1.

Het wordt opgemaakt in vier exemplaren, waarvan een bestemd is voor de gecontroleerde sportbeoefenaar, een voor het laboratorium, één voor de officier van de gerechtelijke politie en één voor het bestuur.

Het exemplaar dat voor het laboratorium bestemd is, vermeldt niet de gegevens waardoor de sportbeoefenaar zou kunnen worden geïdentificeerd.

Het exemplaar dat voor het bestuur bestemd is, vermeldt niet de geneesmiddelen, medische methoden en bijzondere voeding die door de sportbeoefenaar worden gebruikt.

**Art. 9.** § 1. Het nemen van urinemonsters wordt uitgevoerd als volgt :

1° de sportbeoefenaar kiest uit een groep een opvangbeker, opent die, kijkt na of hij leeg en proper is, en vult hem met ten minste 75 ml urine, onder het visueel toezicht van de erkende arts;

2° indien het vereiste volume van 75 ml wordt geproduceerd, kiest de sportbeoefenaar een analysekit uit een groep verzegelde kits, opent die en kijkt na of de flesjes leeg en proper zijn; hij loost ten minste 45 ml urine in het flesje A, en ten minste 15 ml in het flesje B; hij behoudt enkele urinedruppels (overblijvend volume) in de opvangbeker; hij sluit beide flesjes hermetisch, en kijkt na of er geen lekken zijn; het flesje A is het voornaamste monster, en het flesje B is het reservemonster voor de eventuele contra-expertise;

3° de erkende arts meet de soortelijke dichtheid en de pH van de urine die zich in de opvangbeker bevindt door middel van calorimetrische banden, met inachtneming van de gestelde termijn voor het lezen; de pH mag niet lager zijn dan 5, en niet hoger dan 7, en de urine moet een dichtheid hebben die gelijk is aan of hoger is dan 1.015; indien de monsterneming niet aan die voorwaarden voldoet, kan de erkende arts een nieuwe eisen. De in de punten 1° en 2° bedoelde procedure wordt gevolgd voor de nieuwe monsterneming; de twee monsters zullen naar het laboratorium, voor een vergelijkende analyse, worden toegestuurd; de officier van de gerechtelijke politie zal bij het proces-verbaal van controle laten opmerken dat het monster gelijktijdig met het tweede monster, waarvan hij het codenummer zal vermelden, zal moeten worden geanalyseerd;

4° de officier van de gerechtelijke politie kijkt na of het codenummer dat op de flesjes A en B vermeld is en het codenummer dat op de verzendingstas vermeld is dezelfde zijn; hij laat dat codenummer op het proces-verbaal van controle inschrijven; de sportbeoefenaar kijkt na of het codenummer dat vermeld is op de flesjes A en B en op de verzendingstas dezelfde zijn als het codenummer dat op het proces-verbaal van controle vermeld is;

5° de sportbeoefenaar doet beide flesjes A en B in de verzendingstas en verzegelt deze; de officier van de gerechtelijke politie kijkt na of de tas goed verzegeld is;

6° de sportbeoefenaar bevestigt, door het proces-verbaal van controle te ondertekenen, dat de procedure verlopen is overeenkomstig § 1; iedere onregelmatigheid die door de sportbeoefenaar of de persoon bedoeld in artikel 7, § 5, lid 1, wordt vastgesteld, wordt in het proces-verbaal van controle opgenomen.

§ 2. Indien er geen urine geproduceerd is of indien de opgelegde hoeveelheid niet bereikt is, blijft de sportbeoefenaar onder het visuele toezicht van de officier van de gerechtelijke politie, totdat de voorgeschreven hoeveelheid bereikt is, volgens de procedure bedoeld in § 3.

Dranken onder beveiligde verpakking worden ter beschikking gesteld van de sportbeoefenaar, onder zijn verantwoordelijkheid.

§ 3. Indien de sportbeoefenaar een hoeveelheid urine produceert die lager is dan 75 ml, wordt de procedure voor de gedeeltelijke monsterneming gebruikt :

1° de sportbeoefenaar kiest uit een groep een kit voor gedeeltelijke monsterneming, kijkt na of die leeg en proper is, en giet in het flesje de urine die zich in de opvangbeker bevindt, onder het visuele toezicht van de officier van de gerechtelijke politie of van de erkende arts; de sportbeoefenaar sluit het flesje en kijkt na of er geen lekken zijn;

2° de sportbeoefenaar kijkt na of de codenummers van het flesje en van de kit voor gedeeltelijke monsterneming dezelfde zijn;

3° de hoeveelheid gedeeltelijk afgenomen urine en het codenummer worden opgenomen in het proces-verbaal van controle, dat door de sportbeoefenaar wordt ondertekend om te bevestigen dat de gegevens correct zijn;

4° de sportbeoefenaar doet het flesje in de tas bestemd voor de gedeeltelijke monsterneming, en sluit die volledig; de officier van de gerechtelijke politie kijkt na of de tas goed verzegeld is;

5° de officier van de gerechtelijke politie of de erkende arts bewaart de tas voor de gedeeltelijke monsterneming totdat de sportbeoefenaar opnieuw zou kunnen urineren; onder de controle van de officier van de gerechtelijke politie of van de erkende arts, kijkt de sportbeoefenaar na of de tas intact is en of het codenummer overeenstemt met het nummer dat in het proces-verbaal van controle opgenomen is; onder het visuele toezicht van de erkende arts, urineert hij in een nieuwe opvangbeker, gekozen uit een groep opvangbekers; hij opent dan de tas voor de gedeeltelijke monsterneming en giet er de inhoud van in de opvangbeker;

6° indien de aldus bekomen hoeveelheid gemengde urine nog lager is dan 75 ml, kiest de sportbeoefenaar een andere tas voor gedeeltelijke monsterneming uit een groep tassen, en volgt opnieuw de procedure bepaald in de punten 1° tot 5° van deze paragraaf; indien de hoeveelheid gemengde urine ten minste 75 ml bereikt, dan wordt het monster behandeld overeenkomstig de procedure beschreven in de punten 2° tot 6° van § 1.

**Art. 10.** Het nemen van bloed-, haar- of speekselmonsters geschiedt als volgt :

1° de sportbeoefenaar kiest uit een groep kits een kits voor het aftappen van bloed, of een kit voor haar- of speekselafname :

2° bij het aftappen van bloed, neemt de erkende arts ten hoogste 30 ml, verdeeld over het aantal flesjes bepaald in het opdrachtenblad; bij een haar- of speekselafname, vangt de erkende arts die twee elementen in twee verschillende recipiënten op, in verhouding tot een helft van het volume voor de eerste analyse, en een helft voor de contra-expertise;

3° de officier van de gerechtelijke politie kijkt na of het codenummer op de flesjes of de recipiënten en op de verzendingstassen dezelfde zijn; hij brengt het codenummer op het proces-verbaal van controle over; de sportbeoefenaar kijkt na of het codenummer op de flesjes of op de recipiënten en op de verzendingstassen hetzelfde is als het nummer dat in het proces-verbaal van controle opgenomen is;

4° de sportbeoefenaar doet de flesjes of de recipiënten in de verzendingstas en verzegelt die; de officier van de gerechtelijke politie kijkt na of de tas goed gezegeld is;

5° de sportbeoefenaar bevestigt, door het proces-verbaal van controle te ondertekenen, dat de procedure verlopen is overeenkomstig dit artikel; elke onregelmatigheid die door de sportbeoefenaar of de persoon bedoeld in artikel 7, § 5, lid 1, wordt vastgesteld, wordt opgenomen in het proces-verbaal van controle.

**Art. 11.** De verboden of verdachte substanties en de voorwerpen die worden aangewend om verboden of verdachte methoden toe te passen worden door de officier van de gerechtelijke politie in beslag genomen, en door deze gedurende vijf jaar ter beschikking van de gerechtelijke overheden gehouden.

Van die inbeslagneming wordt melding gemaakt in het proces-verbaal van controle.

Indien een monster van de bevoorrading van de sportbeoefenaar in beslag wordt genomen, wordt de procedure voor de verpakking bedoeld in de artikelen 9 en 10 toegepast.

**Art. 12.** Voor het nemen van de monsters bedoeld in de artikelen 9, 10 en 11 mogen alleen de opvangbekers, flesjes, reageerbuizen, recipiënten en verzendingstassen worden gebruikt die door de Franse Gemeenschap worden geleverd en waarvan de beschrijving door de Minister wordt vastgesteld.

Het materieel voor de monsternemingen moet in voldoende hoeveelheid worden geleverd om de sportbeoefenaar de mogelijkheid te geven een keuze te doen.

**Art. 13.** § 1. Het bestuur moet de verzegelde monsters, tegen ontvangstbewijs, verzenden aan één van de daartoe erkende laboratoria, binnen een termijn van 72 uur na de monsterneming.

Het bestuur treft de noodzakelijke bewaringsmaatregelen.

De directeur die voor het laboratorium bevoegd is, doet zonder verwijl het monster A onderzoeken en treft onmiddellijk de noodzakelijke maatregelen ter bewaring van het monster B.

§ 2. Het erkende laboratorium zendt het analyseverslag in drievoud aan het bestuur over, binnen de veertien dagen na de datum van ontvangst van het monster.

Het verslag omvat :

1° datum en uur van de ontvangst van het monster, en de staat waarin het zich op dat ogenblik bevond;

2° het codenummer van het monster, de aanduiding van de aard van het monster die op de verpakking vermeld is, de beschrijving van het uitzicht van die verpakking en van de zegels die erop zijn aangebracht, alsmede de staat waarin ze zich bevinden;

3° de bevindingen met betrekking tot de aard, het gewicht, het volume en de toestand van het onderzochte monster A;

4° de resultaten van de analyse en de conclusies;

5° de hoeveelheid, de plaats en de voorwaarden voor de bewaring van het monster B.

§ 3. De afschriften van de verslagen bedoeld in § 2 worden door het laboratorium gedurende een periode van zes jaar bewaard.

§ 4. Het laboratorium bewaart de monsters gedurende één jaar na de datum van hun ontvangst, tenzij een langere bewaring door de gerechtelijke overheid opgelegd wordt.

**Art. 14.** § 1. Indien het resultaat van de analyse negatief is, worden de gecontroleerde sportbeoefenaar en zijn sportfederatie daarvan op de hoogte gebracht, binnen de veertien dagen die volgen op de ontvangst van het analyseverslag door het bestuur.

§ 2. Indien het resultaat van de analyse positief is, brengt het bestuur er bij aangetekend schrijven de gecontroleerde sportbeoefenaar en zijn sportfederatie op de hoogte van, binnen de veertien dagen die volgen op de ontvangst van het analyseverslag.

De gecontroleerde sportbeoefenaar wordt er op de hoogte van gebracht dat hij het tweede monster mag doen onderzoeken in een laboratorium van zijn keuze erkend door het IOC, op eigen kosten indien het resultaat bevestigd wordt, en mag vragen door de officier van de gerechtelijke politie en de erkende arts te worden gehoord, op voorwaarde dat hij daar het bestuur, bij een ter post aangetekend schrijven, op de hoogte van brengt, binnen de tien dagen die volgen op de ontvangst van het aangetekend schrijven bedoeld in lid 1.

Er wordt een lijst van de erkende laboratoria gevoegd bij het aangetekend schrijven.

§ 3. Indien een contra-expertise overeenkomstig § 2 wordt aangevraagd, geeft het bestuur, binnen de 48 uur na de ontvangst van de aanvraag, opdracht aan het laboratorium waar de analyse van het monster A heeft plaatsgevonden, binnen de 48 uur, het monster B, tegen ontvangstbewijs, over te zenden aan het laboratorium dat door de gecontroleerde persoon werd gekozen.

De sportbeoefenaar kan vragen bij de analyse van het monster B aanwezig of vertegenwoordigd te zijn.

§ 4. Het voor de contra-expertise gekozen laboratorium doet, zonder verwijl, de analyse van het ontvangen monster uitvoeren.

Na de analyse stelt hij een verslag, overeenkomstig artikel 13, § 2 op. Dit verslag wordt door het laboratorium gedurende een periode van zes jaar bewaard.

Dit verslag wordt aan het bestuur overgezonden binnen de veertien dagen die volgen op de ontvangst van het monster.

§ 5. De gecontroleerde sportbeoefenaar en zijn sportfederatie worden op de hoogte gebracht van het resultaat van de contra-expertise, binnen de veertien dagen die volgen op de ontvangst van het analyseverslag door het bestuur.

#### HOOFDSTUK IV. — *Verboden substanties en verboden middelen*

**Art. 15.** De lijst van verboden substanties en verboden middelen bedoeld in artikel 10, lid 1, van het decreet wordt als bijlage opgenomen.

#### HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 16.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 oktober 1989 tot vaststelling van de lijst van de substanties en van de middelen bedoeld bij de wet van 2 april 1965 waarbij de dopingpraktijk verboden wordt bij sportcompetities, wordt opgeheven.

**Art. 17.** De artsen die in 2002 en 2003 hun erkenning aanvragen, moeten niet voldoen aan de voorwaarde bedoeld in artikel 3, § 1, 4°. Ze verbinden zich ertoe de vorming bedoeld in dat artikel in de loop van het jaar 2003 te volgen.

**Art. 18.** Het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie van doping in de Franse Gemeenschap, met uitzondering van de hoofdstukken I en V, en van de artikelen 22, 7°, en 23, treedt in werking op dezelfde dag als dit besluit.

**Art. 19.** De Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 10 oktober 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL



F. 2002 — 4486

[C — 2002/29564]

**18 OCTOBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modèles de formulaires visés aux articles 6, § 2, et 7, §§ 3 et 4, et décrivant le matériel de prélèvement visé à l'article 12, de l'arrêté du 10 octobre 2002 relatif à la procédure de contrôle de la pratique du dopage, et fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions du décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française;

Vu l'arrêté du 10 octobre 2002 relatif à la procédure de contrôle de la pratique du dopage, et fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions du décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française, notamment les articles 6, § 2, 7, §§ 3 et 4, et 12;

Vu l'avis de la Commission francophone de promotion de la santé dans la pratique du sport, donné le 13 septembre 2002,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le modèle de feuille de mission visé à l'article 6, § 2, de l'arrêté du 10 octobre 2002 relatif à la procédure de contrôle de la pratique du dopage, et fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions du décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française, est fixé à l'annexe 1<sup>re</sup>.

**Art. 2.** Le modèle de formulaire de convocation visé à l'article 7, § 3, du même arrêté est fixé à l'annexe 2.

**Art. 3.** Le modèle de procès-verbal de contrôle visé à l'article 7, § 4, du même arrêté est fixé à l'annexe 3.

L'exemplaire destiné au laboratoire ne laisse pas apparaître les mentions contenues dans les cadres 3, 4, 6, 7, 8, 12, 13, 14, 15, 16 et 17.

L'exemplaire destiné à l'administration ne laisse pas apparaître les mentions contenues dans le cadre 9.

**Art. 4.** Le matériel de prélèvement visé à l'article 12 du même arrêté est décrit à l'annexe 4.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que l'arrêté du 10 octobre 2002 relatif à la procédure de contrôle de la pratique du dopage, et fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions du décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française.

Bruxelles, le 18 octobre 2002.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :  
La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL